



Les tensions géopolitiques et une vague de réglementation freinent la croissance

L'économie suisse fait face à des défis énormes sur les marchés internationaux. La politique suisse ne peut pas y faire grand-chose. Mais à l'intérieur du pays, la densité réglementaire freine les entreprises et entrave leur croissance. Il est grand temps que les politiques allègent la réglementation au lieu de l'alourdir.

economiesuisse réalise deux fois par an une **enquête** afin de prendre le pouls de l'économie suisse. Par rapport à la dernière enquête d'il y a six mois, le tableau n'a guère changé jusqu'à présent en 2024. On note certes quelques évolutions positives. L'économie allemande devrait par exemple renouer avec une légère croissance cette année, après avoir fait du surplace l'an dernier. Cela dit, la demande reste modérée sur les principaux marchés d'exportation. Dans notre enquête, 52% des entreprises exportatrices déclarent avoir des difficultés à vendre leurs biens et services sur les marchés étrangers. En ce qui concerne les entreprises tournées vers le marché intérieur, elles sont 40% à déclarer connaître de telles difficultés, lesquelles concernent moins la consommation privée. Le **climat de consommation** s'est légèrement amélioré par rapport à l'automne dernier. C'est surtout le contexte mondial difficile qui pèse sur la demande des entreprises, ce qui se répercute sur les fournisseurs en amont.

Incertitude chez les entreprises suisses

Guerre en Ukraine et au Proche-Orient, tensions entre la Chine et Taïwan, conflit commercial entre la Chine et les États-Unis: la liste des crises mondiales est longue. La probabilité est malheureusement plus élevée de voir cette liste s'allonger que de voir des conflits existants s'apaiser. La situation mondiale tendue inquiète beaucoup d'entreprises suisses. Et comme tout un chacun, elles sont sur la retenue en période d'incertitude, notamment pour ce qui concerne des achats importants. Dans l'enquête, un nombre non négligeable d'entreprises déplorent que des clients reportent des investissements importants. Mais malgré les nombreux aléas, la situation économique des entreprises reste bonne: 86% qualifient la marche actuelle de leurs affaires de satisfaisante à très bonne, et 83% estiment que les marges actuelles sont bonnes. Les entreprises sont optimistes pour le second semestre: elles ne s'attendent pas à ce que leur situation se détériore malgré la persistance de nombreuses crises.

La réglementation croissante devient un problème

La Suisse ne peut pas changer grand-chose aux conflits armés, aux conflits commerciaux et au protectionnisme croissant. Certes, les politiques s'engagent sur la scène internationale et contribuent à l'élaboration de solutions, et c'est bien ainsi. Cependant, il serait possible (et sans doute aussi plus simple) que la politique donne des impulsions de croissance à l'économie au niveau national. Pour cela, la politique ne devrait pas en faire plus, mais moins que jusqu'à présent. Près d'une entreprise sur dix se plaint de l'augmentation de la réglementation en Suisse. À titre de comparaison, une entreprise sur cinq mentionne les guerres et crises géopolitiques, regroupées sous le terme «tensions géopolitiques». D'autres risques, tels que le «taux de change» et la «pénurie de main-d'œuvre», ont été mentionnés moins souvent. Il devient toujours plus manifeste que la multitude de prescriptions, la longueur des procédures d'autorisation et les nombreuses obligations d'annonce freinent de plus en plus les entreprises. Or, la Suisse pourrait agir dans ces domaines. Sachant que le contexte mondial ne devrait pas se détendre sensiblement ces prochaines années, il convient de briser cette tendance à toujours augmenter la réglementation en Suisse. Les nombreuses crises compliquent déjà suffisamment la situation. Il n'est pas nécessaire que le législateur rende la vie des entreprises encore plus difficile qu'elle ne l'est déjà.

L'enquête d'économiesuisse a été menée du 8 au 29 mai. Au total, 477 organisations ont participé à cette enquête, qui a couvert toutes les régions de Suisse. Vingt-quatre associations de branches y ont participé sous forme consolidée, au nom de leur secteur. L'analyse reflète l'état d'esprit actuel de l'économie suisse. Les réponses n'ont pas été pondérées et les résultats ne prétendent pas être représentatifs.